

Service Prévention des Risques Techniques

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
à l'encontre de la société VALOREF
pour son installation située site de la zone portuaire à BOLLENE (84500)**

La préfète de Vaucluse

- VU** le code de l'environnement notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5, R.515-70-I et R.515-71-I ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** la Directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite « Directive IED », et les articles R.515-58 et suivants du code de l'environnement issus de la transposition de cette directive ;
- VU** la décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la commission européenne du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil européen, publiée au journal officiel de l'union européenne le 17 août 2018 ;
- VU** le décret du 20 juillet 2022, publié au journal officiel du 21 juillet 2022, portant nomination de la préfète de Vaucluse – Mme Violaine DEMARET ;
- VU** l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 11 octobre 1996 autorisant la société VALOREF à exploiter un centre de transit, tri et traitement de déchets de produits réfractaires ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 février 2012 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 1996 ;
- VU** la MTD3 relative à l'inventaire des flux de la décision d'exécution n° 2018/1147 susvisée qui dispose que :

« Afin de faciliter la réduction des émissions dans l'eau et dans l'air, la MTD consiste à établir et à tenir à jour, dans le cadre du système de management environnemental (voir MTD 1), un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, fournissant toutes les informations suivantes :

i) des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris :

a) des schémas simplifiés de déroulement des procédés, montrant l'origine des émissions ;
b) des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances ;

ii) des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment :

a) valeurs moyennes de débit, de pH, de température et de conductivité, et variabilité de ces paramètres ;
b) valeurs moyennes de concentration et de charge des substances pertinentes et variabilité de ces paramètres (par exemple, DCO/COT, composés azotés, phosphore, métaux, « substances prioritaires/micropolluants ») ;
c) données relatives à la biodégradabilité [par exemple, DBO, rapport DBO/DCO, essai de Zahn et Wellens, potentiel d'inhibition biologique (inhibition des boues activées, par exemple)] (voir la MTD 52) ;

iii) des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, notamment :

a) valeurs moyennes de débit et de température et variabilité de ces paramètres ;
b) valeurs moyennes de concentration et de charge des substances pertinentes et variabilité de ces paramètres (par exemple, composés organiques, POP tels que PCB) ;
c) inflammabilité, limites inférieure et supérieure d'explosivité, réactivité ;
d) présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité (par exemple, oxygène, azote, vapeur d'eau, poussière). »

VU la MTD4 relative à l'entreposage des déchets de la décision d'exécution n° 2018/1147 susvisée qui dispose que :

« Afin de réduire le risque environnemental associé au stockage des déchets, la MTD consiste à appliquer toutes les techniques énumérées ci-dessous.

[...] Technique b. Capacité de stockage appropriée

Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment :

- la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement,
- la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée,
- le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé. »

VU la MTD5 relative aux procédures de manutention et de transfert des déchets de la décision d'exécution n° 2018/1147 susvisée qui dispose que :

« Afin de réduire le risque environnemental associé à la manutention et au transfert des déchets, la MTD consiste à établir et à mettre en œuvre des procédures de manutention et de transfert.

Les procédures de manutention et de transfert sont destinées à garantir la manutention des déchets et leur transfert en toute sécurité vers les différentes unités de stockage ou de traitement. Elles comprennent les éléments suivants :

- les opérations de manutention et de transfert des déchets sont exécutées par un personnel compétent,
- les opérations de manutention et de transfert des déchets sont dûment décrites, validées avant exécution et vérifiées après exécution,
- des mesures sont prises pour éviter, détecter et atténuer les déversements accidentels,

- des précautions en rapport avec le fonctionnement et la conception de l'unité sont prises lors de l'assemblage ou du mélange des déchets (par exemple, aspiration des déchets pulvérulents).

Les procédures de manutention et de transfert sont fondées sur les risques et prennent en considération la probabilité de survenue d'accidents et d'incidents et les incidences possibles sur l'environnement. »

VU la MTD8 relative à la surveillance des émissions canalisées dans l'air de la décision d'exécution n° 2018/1147 susvisée qui dispose que :

« La MTD consiste à surveiller les émissions canalisées dans l'air au moins à la fréquence indiquée ci-après et conformément aux normes EN. En l'absence de normes EN, la MTD consiste à recourir aux normes ISO, aux normes nationales ou à d'autres normes internationales garantissant l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente ».

VU la MTD21 relative aux émissions résultant d'accidents et d'incidents de la décision d'exécution n° 2018/1147 susvisée qui dispose que :

« Afin d'éviter ou de limiter les conséquences environnementales des accidents et incidents, la MTD consiste à appliquer la totalité des techniques indiquées ci-après, dans le cadre du plan de gestion des accidents (voir la MTD 1).

[...] Technique b. Gestion des émissions accidentelles/fortuites

Des procédures sont prévues et des dispositions techniques prises pour gérer (par un éventuel confinement) les émissions accidentelles ou fortuites dues à des débordements ou au rejet d'eau anti-incendie, ou provenant des vannes de sécurité. »

VU la MTD41 relative aux émissions dans l'air de la décision d'exécution n° 2018/1147 susvisée qui dispose que :

« Niveau d'émission associé à la MTD (NEA-MTD) pour les émissions atmosphériques canalisées de poussières résultant du traitement physicochimique des déchets solides ou pâteux

| Paramètre | Unité | NEA-MTD (Moyenne sur la période d'échantillonnage) |
|------------|--------------------|---|
| Poussières | mg/Nm ³ | 2 – 5 |

La surveillance associée est indiquée dans la MTD 8 (semestriel). »

VU le dossier de réexamen daté du 25 septembre 2020 transmis par l'exploitant ;

VU le courrier préfectoral du 19 juillet 2023 résultant de l'instruction du dossier de réexamen et prenant acte des engagements de l'exploitant relatifs à la mise en conformité de ses installations ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 18 décembre 2023, transmis par courrier du même jour à la société VALOREF, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'article R.515-70-I du code de l'environnement dispose que les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations classées sous une rubrique IED, sont réexaminées au regard des MTD et respectées par l'exploitant dans un délai de quatre ans à compter de la publication au journal officiel de l'union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les MTD relatives à la rubrique principale de l'établissement. Pour ce qui concerne les installations exploitées par la société VALOREF, les MTD doivent être respectées depuis le 17 août 2022 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 3 octobre 2023, l'inspection des installations classées a constaté que :

- l'exploitant n'a pas établi d'inventaire des flux d'effluents aqueux, ni d'inventaire des flux d'effluents gazeux ;
- l'exploitant n'a pas précisé le temps de séjour maximal des déchets ;
- des déchets destinés à l'élimination sont présents sur le site depuis plus de trois ans ;
- l'exploitant n'a pas établi de procédures de manutention et de transfert des déchets, visant à réduire le risque environnemental associé, comportant les informations exigées au titre de la MTD 5 ;
- l'exploitant n'a pas mis en place la surveillance des émissions canalisées dans l'air selon la fréquence prévue par la MTD 8, à savoir semestrielle ;
- l'exploitant n'a pas justifié qu'il a mis en place les mesures nécessaires pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, pour que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou plus généralement du milieu naturel ;
- l'exploitant n'a pas justifié de l'absence d'émissions atmosphériques canalisées de poussières de l'atelier WOOL, rendant de fait la disposition prévue par la MTD 41 sans objet ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux dispositions susvisées des MTD 3, 4, 5, 8, 21 et 41 de la décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la commission européenne du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE parlement européen et du conseil européen ;

CONSIDÉRANT que ces manquements peuvent porter atteinte aux intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement en mettant en demeure la société VALOREF de respecter les dispositions susvisées des MTD 3, 4, 5, 8, 21 et 41 de la décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la commission européenne du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil européen ;

SUR proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

La société VALOREF est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite zone portuaire sur la commune de BOLLENE (84500), de respecter les dispositions des MTD 3, 4, 5, 8, 21 et 41 de la décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la commission européenne du 10 août 2018

établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil européen, sous un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- **MTD 3** : en établissant un inventaire des flux d'effluents aqueux et un inventaire des flux d'effluents gazeux, comprenant tous deux les informations précisées par la MTD 3.
- **MTD 4** :
 - en précisant le temps de séjour maximal des déchets. À défaut, l'exploitant doit justifier que la durée d'entreposage des déchets destinés à l'élimination n'excède pas un an et que la durée d'entreposage des déchets destinés à la valorisation n'excède pas trois ans.
 - en justifiant l'évacuation, vers une filière dûment autorisée, des déchets destinés à l'élimination présents sur le site depuis plus de trois ans. Les bordereaux de suivi des déchets dangereux correspondants seront à transmettre à l'Inspection.
- **MTD 5** : en établissant et mettant en œuvre des procédures de manutention et de transfert des déchets, visant à réduire le risque environnemental associé, comportant les informations exigées au titre de la MTD 5.
- **MTD 8** : en mettant en place la surveillance des émissions canalisées dans l'air selon la fréquence prévue par la MTD 8, à savoir semestrielle. Si l'exploitant souhaite déroger à cette disposition, il doit expressément en faire la demande motivée, accompagnée des modalités de surveillance qu'il propose de mettre en place de façon alternative.
- **MTD 21** : en justifiant qu'il a mis en place les mesures nécessaires, en les détaillant, pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, pour que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou plus généralement du milieu naturel.
- **MTD 41** : en transmettant le détail du process mis en œuvre dans l'unité WOOL, justifiant de l'absence d'émissions atmosphériques canalisées de poussières, rendant de fait la disposition prévue par la MTD 41 sans objet. Dans le cas contraire, l'exploitant devra justifier du respect de la valeur limite en concentration de poussière applicable pour les rejets atmosphériques.

ARTICLE 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

ARTICLE 3

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

ARTICLE 4

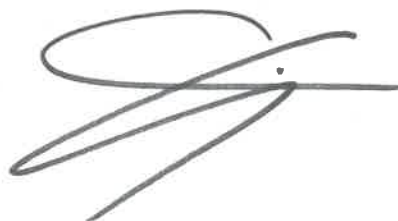
En vue de l'information des tiers :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
2. Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. *Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;*
3. Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5

La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Carpentras, le maire de Bollène, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Avignon, le **15 FEV. 2024**

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'S' or 'P' shape with a horizontal line extending to the right.